

I'HUMANITÉ



Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !

ROUGE

I F

Boîte Postale 134, Paris-20°
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 9
JEUDI 17 AVRIL 1969

27 AVRIL : **NON** MAIS AVANT TOUT **intensifions** **la lutte** **de classe !**

Le régime gaulliste est très malade !

Malgré une imposante majorité à l'Assemblée nationale, qui lui permet toutes les initiatives, la crise économique, le malaise social, le mécontentement populaire, se sont approfondis sans cesse depuis le printemps révolutionnaire de 1968. La crise financière et monétaire de novembre dernier, la grève générale des travailleurs du 1 mars, puis celle des artisans et commerçants, le marasme et la confusion qui règnent à l'Université ainsi que le succès du boycottage de la réforme Faure par les étudiants, en sont les témoignages les plus évidents.

Craignant la colère des masses populaires bernées et exploitées, de Gaulle pense sauver son régime en recourant à des « réformes » qui visent à désamorcer tout élan révolutionnaire par une pseudo-participation de tous à la gestion des affaires publiques, par une nouvelle consultation populaire truquée qui sera en fait un plébiscite de type bonapartiste.

Ainsi donc, le 27 avril, les électorales et les électeurs auront à dire si OUI ou NON ils acceptent la loi instituant la régionalisation et la réforme du Sénat.

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'une réforme réactionnaire, d'un retour au passé monarchique, d'une soit-disant décentralisation qui ne touche pas à l'autorité absolue du pouvoir central détenu par les monopoles capitalistes par l'intermédiaire de leur fondé de pouvoir, le général de Gaulle. Au contraire, les communes et toutes les collectivités locales placées jusqu'ici sous la tutelle du Préfet représentant le gouvernement, seront désormais placées sous la tutelle supplémentaire des super-Préfets de région, détenteurs de tout le pouvoir réel.

D'autre part, et c'est primordial, la participation des représentants de toutes les catégories sociales aux Conseils régionaux et au nouveau Sénat, est destinée à mettre en place un véritable Etat corporatiste inspiré de Mussolini, de Pétain, de Salazar et de Franco. Ce serait un très grand pas vers la fascisation totale du régime.

Mais c'est aussi le moyen d'essayer de domestiquer les syndicats des travailleurs, de les intégrer dans le système capitaliste, en offrant à leurs dirigeants des places et des honneurs qu'ils ne refuseront pas, en les amenant à cautionner par leur présence la politique économique et sociale gaulliste, y compris les mesures les plus réactionnaires d'exploitation des travailleurs.

Dans ces conditions, les plus conscients d'entre eux et plus particulièrement leur avant-garde révolutionnaire marxiste-léniniste, ne sauraient se désintéresser des manœuvres que le pouvoir gaulliste trame contre le peuple.

(Suite page 8).

ITALIE

MONTÉE des LUTTES POPULAIRES et VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE



BATTIPAGLIA, APRÈS LA BATAILLE

Pendant deux jours, la petite ville de Battipaglia, à cent kilomètres au sud de Naples, a été en émeute. La police y a fait deux morts et plus de cent blessés. Le peuple italien, tout entier, s'est mis en grève pour protester contre une telle sauvagerie.

A Battipaglia, c'est la colère du « mezzogiorno » qui s'est manifestée, la colère des habitants du sud, colonisés et misérables.

Le Sud se compose de montagnes arides et de plaines fertiles. Il fut un temps où ces plaines appartenaient à de grands propriétaires, anciens féodaux, qui laissaient leurs domaines, leurs « latifundi » partiellement en friches. Déjà une partie de la population ne pouvait y survivre et les hommes partaient dans le Nord ou à l'étranger pour chercher du travail. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les gouvernements bourgeois, soutenus par les communistes, lancèrent une pseudo-réforme agraire qui consistait à distribuer les terres des latifundistes, en petits lots, aux paysans pauvres. Pour mieux enrayer l'émigration, ils encouragèrent l'industrialisation du Sud par des prêts et des exonérations d'impôts aux capitalistes intéressés. Les trusts de la pétrochimie en profitèrent, mais chacun sait que cette industrie emploie peu de main-d'œuvre et qu'elle n'en crée pas de complémentaire. Les trusts alimentaires s'intéressèrent aussi vivement à la région et créèrent des îlots d'usines de transformation de fruits et légumes. Ils profitèrent ainsi d'une main-d'œuvre à bon marché, payée 20 % moins cher que dans le nord. Ils imposèrent leurs prix d'achat très bas aux petits producteurs. Nombreux firent faillite. Mais les terres étaient rachetées par des capitalistes qui reconstituaient ainsi les domaines d'antan, mais en les mécanisant à l'extrême. Ils étaient encouragés par l'Etat qui, face à la concurrence du Marché Commun et des autres pays agricoles méditerranéens, poussait à la concentration et subventionnait les excédents.

Ainsi, les petits paysans se prolétarisèrent-ils lentement soit en continuant à émigrer, soit en s'embauchant comme ouvriers agricoles ou dans les usines alimentaires. Mais l'accélération de la concentration industrielle entraîna aussi la disparition de certaines de ces usines et, après avoir connu une exploitation maximum, ils se retrouvaient parfois chômeurs complets, « desoccupati ». La transformation de leur condition sociale s'accompagnait d'une transformation de leur

conscience politique. Anciens alliés des propriétaires fonciers et de la démocratie chrétienne, ils s'opposaient maintenant à celle-ci qui avait formé avec les socialistes, un gouvernement de « centre-gauche », défenseur des intérêts des industriels. Ils s'orientaient alors vers une alliance révolutionnaire avec les « brachianti », les paysans sans terre. Pour la réaliser, ils durent également éviter de s'enfermer dans les organisations paysannes du Parti « Communiste » italien, qui consistaient à couper les petits producteurs des autres et donc à neutraliser le mouvement paysan.

Les adultes partant souvent au Nord ou à l'étranger, cette masse de semi-prolétaires est composée en majorité de jeunes. C'est pourquoi leur révolte prend d'autant plus facilement des formes dures. Le gouvernement la redoute et essaye de la devancer par une répression toujours aveugle.

— En novembre 1968, à Orgosolo, en Sardaigne, la population instaure une sorte de Commune. Les parachutistes débarquent et traquent « le bandit ».

— En décembre 1968, à Avola, en Sicile, des « brachianti » occupent les terres en exigeant la création d'un bureau d'embauche où ils auraient droit de regard. Les carabinieri tirent : deux morts.

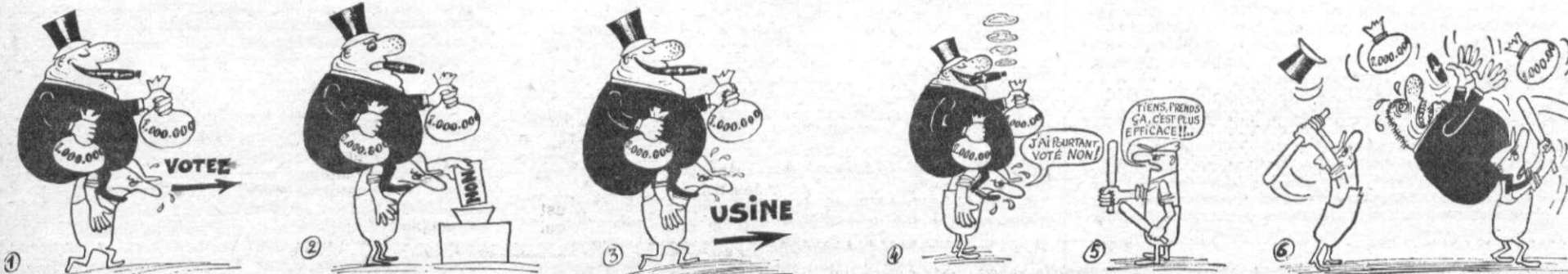
— En février 1969, à Fondi, dans le Latium, les petits producteurs spoliés occupent la gare et la ville. La police intervient : il y a de nombreux blessés.

— Enfin, Battipaglia. Dix mille ouvriers manifestent contre la menace de fermeture de la manufacture de tabac et de la raffinerie de sucre. Ils occupent la gare et l'autoroute. La police tire, tuant une jeune femme et un adolescent. Alors la population s'insurge, construit des barricades, les incendie avant de reculer, se regroupe ailleurs, instaurant une forme de guérilla urbaine qui durera deux jours.

Mais la lutte des paysans et des semi-prolétaires du « mezzogiorno » n'est pas isolée. Elle s'intègre aujourd'hui à une montée générale des luttes en Italie qui ressemble, en beaucoup de points, à celle de France.

Les étudiants ont donné l'exemple dès février 1967, en se dressant contre les structures universitaires sclérosées et contre l'idéologie bourgeoise décadente. Ils adoptèrent, dès le début, des formes de lutte radicales, telles les barricades, mais les limitèrent au

(Suite page 8).





Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES GREVES DE LA SEMAINE PRECEDENTE

- **USINOR A DUNKERQUE** : grève, jusqu'à mercredi, des ouvriers du « mouvement » pour l'augmentation de leurs salaires, paralysant l'ensemble de l'usine (4 000 ouvriers).
- **SAINT-FRERES-WILLOT A FLIXECOURT (SOMME)** : deuxième semaine de grève pour l'augmentation des salaires, la reconnaissance du droit syndical, la garantie de l'emploi, les primes de vacances, le paiement de la journée du lundi de Pâques, la pause casse-croûte.
- **SIMON-FRERES METALLURGIE A CHERBOURG** : grève pour la modification de la grille des salaires, une réduction de l'horaire hebdomadaire (49 h 30) et une augmentation des salaires.

MARDI 8

- **CIE GENERALE TRANSATLANTIQUE A MARSEILLE** : début de la grève des marins contre la fusion de la Transat avec la Cie de Navigation Mixte qui entraînerait des réductions d'emploi et menacerait les contractuels du secteur semi-nationalisé.
- **PORT DE DUNKERQUE** : grève des pilotes pendant les opérations de nuit contre la réduction des tarifs de pilotage.
- **JOSSERMOZ A PRINGY (HAUTE-SAVOIE)** : grève contre la mise à pied de cinq machinistes et à cause d'un différent avec la direction sur les problèmes de rendement.
- **ENTREPOT ALIMENTAIRE « L'EPARGNE » A TOULOUSE** : grève pour l'augmentation des salaires.
- **S.K.F. A IVRY** : cinq débrayages durant la semaine pour l'augmentation des garanties minima, la mensualisation des régleurs et de meilleures conditions de travail.
- **METALLURGIE DE NANTES** : débrayages et meetings pour appuyer des discussions sur les salaires.
- **G.S.P. A ALBERT (SOMME)** : grève perlée pour l'augmentation des salaires et contre les cadences.
- **DOUZILLE A ALBERT (SOMME)** : grève tournante pour l'augmentation des salaires et contre les cadences.
- **PAPETERIE NAVARRE A ROANNE** : grève pour le maintien des primes de vacances et de fin d'année.
- **VIRAX-DEBARD A CHATEAUX-ROUX** : débrayages pour l'augmentation des salaires et contre les modifications d'horaires.
- **COMMERÇANTS ET ARTISANS DU SUD-EST** : mise à sac des bureaux des contributions directes de la Tour-du-Pin (Isère) pour protester contre la retenue sur les versements de retraites des cotisations d'assurance maladie devenues obligatoires.

JEUDI 10

- **UGINE-KUHLMANN A LAUDUN (GARD)** : grève pour des mesures de sécurité après la mort d'un ouvrier électrocuté.
- **GARE DES BATIGNOLLES** : débrayages avec manifestation des cheminots pour protester contre l'accident de travail mortel d'un de leurs camarades par suite de la compression des effectifs.
- **TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG** : cinquième grève en cinq semaines pour l'augmentation des salaires.

VENDREDI 11

- **UNION LAITIÈRE NORMANDE A CONDE-SUR-VIRE (MANCHE)** : grève à l'usine centrale et dans les centres de ramassage contre la réduction des horaires de travail entraînant une baisse de salaires.
- **FERODO A CONDE-SUR-NOIREAU (CALVADOS)** : grève de l'atelier d'embrayage contre les cadences et pour une révision de la cotation des postes de travail.
- **FIVES-LILLE-CAIL A LILLE ET DENAIN** : débrayages.
- **THOMSON-HOUSTON A LESQUIN (NORD)** : débrayage pour l'augmentation des salaires.
- **P.T.T. DU CALVADOS** : grève des agents du service des lignes pour le respect de la parité de l'échelle indiciaire avec d'autres catégories de fonctionnaires et contre le bradage des travaux des P.T.T. à des entreprises privées françaises et allemandes.
- **AGENTS HOSPITALIERS DE LA SEINE-SAINT-DENIS** : manifestation à Bobigny pour l'augmentation des effectifs afin d'appliquer les 40 heures.
- **COMMERÇANTS ET ARTISANS DU SUD-EST** : manifestations violentes à Bourgoin (Isère) pour protester contre l'arrestation du secrétaire général du C.I.D.C.A.P.L. (Mouvement de la Tour-du-Pin. 5 000 véhicules bloquent la nationale 6 pendant 10 heures. Heurts avec les gardes mobiles : une trentaine de blessés.

SOUSCRIPTION NATIONALE

P. M.C., Canada : 40 F.
G. D..., Clermont-Ferrand : 5 F.
M. et Mme M. D..., Grenoble : 50 F.
C. F..., étudiant, Boulogne-Billancourt : 5 F.
Un Groupe de Roubaisiens, Roubaix : 100 F.
Souscription à Gît-le-Cœur Paris : 60 F.
R. K..., Toulouse : 100 F.
S. P..., Courbevoie : 20 F.
R. S. P..., Clermont-Ferrand : 20 F.
Cercle H.R., Paris (13^e) : 100 F.
Total : 500 F.
Total précédent : 2 010 F.
Total actuel : 2 510 F.

Abonnez-vous...

abonnement ordinaire : 40 F par an
abonnement de soutien : 80 F par an

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Adresser ce bulletin accompagné de son montant en timbres poste ou mandat-lettre à :
« L'HUMANITE ROUGE »
C.C.P. 30226-72 LA SOURCE Boite Postale 134 - Paris - 20

BOUCAU (près de Bayonne) LE VRAI VISAGE DE LA « DÉMOCRATIE AVANCÉE »

LETTRÉ OUVERTE

A MONSIEUR LE MAIRE DU BOUCAU

Monsieur le Maire,

(...) Nous élevons une protestation énergique contre cette interdiction de fait qui, dans ces conditions, ne vise non seulement un film, mais toutes les activités de l'association, sur la commune du Boucau.

L'association des amitiés franco-chinoises n'est pas un parti politique, ni comme vous l'affirmez dans votre lettre, « un parti communiste sans doute d'obédience chinoise ». Vous n'ignorez pas le décret d'interdiction qui a frappé cette organisation après les événements de mai 1968.

Nous vous laissons toute la responsabilité de cette perfide accusation.

L'A.A.F.C. est une association légale régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la Préfecture de Police le 16 juin 1952 sous le n° 52/806.

C'est une association ouverte à des gens qui ont des convictions politiques, philosophiques ou religieuses différentes, mais qui sont unies sur le plan de l'amitié avec la Chine socialiste, et du renforcement de sa connaissance.

L'article 14 de nos statuts dit clairement « que les problèmes du mouvement ouvrier international et de la politique française ne sont pas du domaine de l'association ».

L'article 3 précise ses buts : « l'association a pour objet dans le cadre de la législation en vigueur et dans un but éminemment national, d'affirmer et de développer les liens d'amitié qui unissent les peuples de France et de Chine, en particulier par une connaissance mutuelle de leur histoire, de leur culture et de leur économie (...) »

Le Comité de Bayonne considère que comme dans toute la France, la population du Boucau a le droit de s'informer, de connaître, dans le cadre de la liberté d'opinion, la réalité de la vie en Chine comme dans tout autre pays. C'est pour toutes ces raisons et pour protester contre votre abus de pouvoir, Monsieur le Maire, que nous soumettons ces faits à la population qui jugera.

LE COMITE DE BAYONNE.

Nous publions ci-dessous le texte d'une lettre du maire révisionniste du Boucau, localité industrielle des environs immédiats de Bayonne, au directeur d'une salle de cinéma qui était disposé à la louer au Comité des « Amitiés Franco-Chinoises » de Bayonne, pour y projeter le beau film chinois « L'Orient Rouge ».

Elle est bien à l'image de la direction révisionniste du P. « C » F. qui, tout en se déclarant « démocrate » et « libérale », n'hésite devant rien quand il s'agit de s'opposer à l'idéologie révolutionnaire, depuis l'amalgame du Comité A.F.C. avec le Parti Communiste marxiste-léniniste de France, dissout par le pouvoir gaulliste le 12 juin 1968, jusqu'à la pression administrative à peine voilée et la menace de provoquer des incidents.

La juste réplique du Comité des A.F.C. par une lettre ouverte au maire révisionniste a été largement diffusée sans donner lieu à quelque incident que ce soit. Nous publions de larges extraits de ce tract. Les travailleurs et l'ensemble de la population du Boucau jugeront !

Ainsi une nouvelle fois, par un exemple concret, nous sommes édifiés sur la nature contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne.

Boucau, 6 février 1969

Le Maire du Boucau
à M. Desmoulins,
Directeur de la salle
« Cinéma Apollo », Boucau.

Monsieur,

Lors d'un récent entretien vous m'avez informé, mais sans précision de date, que vous aviez été sollicité de mettre la salle de cinéma à la disposition d'un organisme qui se dit, Parti communiste, sans doute d'obédience chinoise.

J'ai appris par d'autres sources que cette éventualité pouvait se produire, ce qui a entraîné dans notre population laborieuse une légitime émotion.

Les travailleurs du Boucau considéreraient que c'est là, une véritable provocation, et tout laisse supposer qu'ils ne l'accepteraient pas sans réagir.

Afin d'éviter tout incident regrettable et préjudiciable aux intérêts de notre cité, je pense qu'il serait opportun que vous n'acceptiez pas de louer votre salle dans de telles conditions.

C'est le souci de la tranquillité publique qui me conduit à vous faire connaître mon opinion.

Croyez, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma parfaite considération.

Le Maire,
Abadie.

UNE VÉRITABLE PENSION SOCIALE POUR TOUTES LES PERSONNES AGÉES

Le problème de la vieillesse a été posé par toutes les organisations syndicales et par les quatre centrales syndicales des travailleurs salariés. Dans toutes les discussions avec le Gouvernement et le patronat ce problème a été soulevé sans obtenir une solution équitable et substantielle pour une véritable retraite. Il faudra une fois pour toutes que les représentants des centrales syndicales déposent une proposition valable avec priorité de discussion sur un minimum de retraite à la cessation d'activité. Car il faut cesser de tromper la masse des personnes âgées des deux sexes. Ce minimum de retraite doit être fixé pour tous, contributifs ou non. En Italie, le mois dernier, les centrales syndicales ont déclenché une grève générale pour l'obtention d'une retraite sociale à la charge de l'Etat pour toutes les personnes âgées. Le minimum demandé est de 25 000 litres par mois. En France ce même problème avait été agité par les organisations de la vieillesse sans aucune coordination avec le mouvement syndical, ce qui a permis au Gouvernement de ne tenir aucun compte de cette revendication importante car l'action ne faisait pas le poids. Il n'est pas possible que dans ce pays le droit des personnes âgées n'obtienne pas l'audience qu'il est en droit d'attendre.

Si les vieux travailleurs salariés n'étaient bénéficiaires d'une retraite complémentaire, avec la seule retraite de la Sécurité sociale ils sauteraient au moins deux repas par jour surtout les vieux de plus de 75 ans qui ont travaillé dans d'autres professions en dehors des grands

établissements. Nous avons proposé dans nos sections des retraités que ce minimum de pension sociale soit calculé au 50 % du S.M.I.G. équivalent à 300 F par mois. C'est malheureux de constater qu'il y a encore des milliers de travailleurs qui perçoivent 130 F par mois un peu plus de 4 F par jour, et cela malgré les affirmations du ministre compétent. Après les accords de Grenelle, les personnes âgées ont obtenu 100 F d'augmentation de retraite sur les 12 mois, malgré le dépôt par les trois centrales syndicales d'une demande de revalorisation de la retraite des vieux. Le minimum de retraite pour les personnes âgées est fixé à 1 550 F par an. Or, ce minimum devrait être porté à 3 600 F par personne. Dans ces conditions seulement les vieux travailleurs et toutes les personnes du troisième âge pourraient manger à leur faim tous les jours. Pour arriver à obtenir ce minimum de retraite, tous les intéressés doivent donner leur adhésion à une des organisations de la vieillesse existantes, agiter ce problème dans toutes les réunions des retraités et des actifs, organiser des manifestations de rue et intervenir auprès de tous les élus municipaux, conseillers généraux, députés, sénateurs, etc., sans illusions, mais avec la plus grande fermeté. Dans tous les congrès syndicaux des propositions doivent être présentées et appuyées par la masse. C'est seulement avec des moyens d'agitation d'une grande ampleur que le Gouvernement sera obligé de tenir compte des revendications les plus pressantes des personnes âgées.

extrait de « Provence Rouge »

SYNDICAT INDÉPENDANT

et LUTTE DE CLASSE

Une opinion assez répandue dans la classe ouvrière veut que les syndicats dits « indépendants » le soient uniquement par rapport à la C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.G.C. ou même C.F.T.C. Par contre, ils ne seraient pas indépendants par rapport aux patrons. Effectivement, cette opinion fautive, dans la première partie, est juste dans la deuxième. Il ne s'agit, en fait, que d'une répartition du travail de collaboration de classe entre ces différents syndicats, travail de division de la classe ouvrière et de soutien à la bourgeoisie. Ce n'est que par pure tactique que C.G.T. - C.F.D.T. - C.F.T.C. - F.O., etc. prétendent se distinguer des syndicats indépendants. Si ces syndicats accusent et poléminent tant sur les syndicats « indépendants », c'est pour laisser entendre qu'eux sont blancs comme neige, mais en réalité ils se conduisent comme « les voleurs qui crient au voleur ! ».

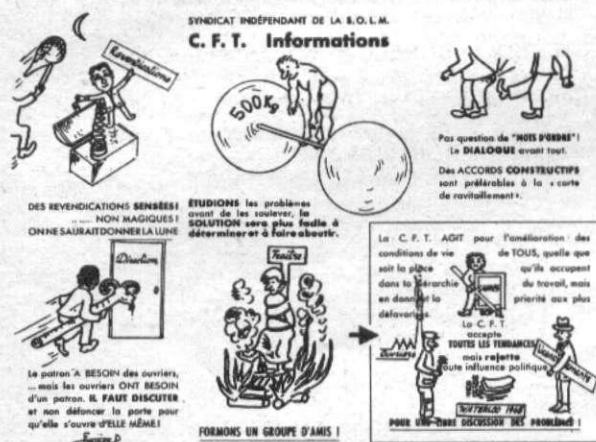
Pour ce qui nous concerne, nous avons déjà publié des informations concrètes, et les événements de mai-juin ont suffisamment justifié nos positions, sur le rôle des syndicats surnommés « traditionnels ». Sur le plan stratégique, nous pensons qu'il n'existe pas de différence fondamentale entre les syndicats « indépendants » et les autres. Placés sous la direction habile de traîtres au prolétariat, ils servent tous, en définitive, la bourgeoisie, les uns ouvertement, les seconds astucieusement. Seule leur tactique diffère, mais en fait, ils sont indispensables l'un à l'autre.

Depuis 20 ans, et particulièrement en mai 1968, les syndicats non « indépendants » ont joué le rôle de dernier rempart de la bourgeoisie contre le déferlement de masse de la classe ouvrière, prête à renverser le régime. C'est ainsi que ces syndicats jouent le rôle le plus responsable de la trahison des intérêts du prolétariat, et qu'entre eux, le plus responsable est la C.G.T. qui prétend mener la lutte de classe, jetant ainsi l'illusion et trompant les travailleurs sur ses objectifs véritables. Les plus dangereux pour la classe ouvrière sont ceux qui la trahissent en brandissant son drapeau, tout en s'intégrant continuellement à l'état bourgeois. La mutation de la C.G.T. ne s'est pas faite instantanément, à un moment précis, mais progressivement, sur des années, par glissement continu, ce qui a permis d'endormir les travailleurs et de tromper leur vigilance, même en ce qui concerne les militants.

C'est pourquoi, dans ce journal, nous ne nous sommes pas attardés jusqu'ici, à combattre les syndicats « indépendants », qu'ont dénoncés relativement les syndicats C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., car ces syndicats sont réformistes, anti-révolutionnaires, par nature et par définition. Ils ne trompent que peu de monde, et lorsque cela arrive, c'est par démagogie. Il suffit alors de les prendre au mot. On ne peut pas dire qu'ils trahissent, leurs actes ne font que suivre la ligne de leurs congrès, ligne de collaboration de classe. Nous avons surtout insisté sur le rôle des dirigeants C.G.T. tels Seguy, Frachon, car ils se réclament du préambule des statuts de la C.G.T. qui préconise l'abolition du patronat et du salariat.

Aussi, c'est pour répondre à des lettres de lecteurs que nous avons apporté ces précisions, et que nous consacrons cet article pour montrer l'action idéologique et pratique anti-syndicaliste et de la collaboration de classe préchée par un syndicat « indépendant » pris au hasard : le Syndicat indépendant de la S.O.L.M. affilié à la C.F.T. (Confédération Française du Travail), c'est-à-dire les syndicats gaullistes. Ils sont au gaullisme sur le plan syndical ce que sont les C.D.R. sur le plan politique. Ce syndicat, émanation patronale directe, a une propagande qui prend les ouvriers pour des imbéciles, d'où son tract imbécile, simpliste et illustré de six dessins pour exprimer à fond l'idéologie patronale :

Ce que dit le « Syndicat indépendant » de la S.O.L.M. :



1° « NE DEMANDEZ PAS LA LUNE » : le patron ne l'a pas ! Ne présentons pas des revendications qui fassent peur, soyons réalistes, que diable ! Jamais des revendications qui ruineraient le patron ou diminueraient son profit : les 40 heures, immédiates, sans étapes et sans diminution de salaires, la retraite à soixante ans, la garantie de l'emploi, etc. Certains ne disent-ils pas déjà que « Les accords de Grenelle » ruineraient les petites et moyennes entreprises, ce qui mettrait des milliers d'ouvriers au chômage. A quand ces syndicats entreprendront-ils une campagne de mendicité nationale pour venir à secours des patrons ruinés ?

2° « ETUDIONS LES PROBLÈMES » : Cela veut dire patientons, formons des commissions, trouvons des experts, siégeons dans les organismes patronaux et gouvernementaux afin de connaître les possibilités exactes de l'entreprise pour ne pas l'amener à la

faillite. Cela veut dire aussi que les revendications émanant de la base sont soulevées par des ignorants, et qu'elles sont démagogiques à cause de la « bêtise ouvrière », que seuls les cadres syndicaux, formés dans les « écoles syndicales » financées par le gouvernement et le patronat, sont à même d'étudier.

3° « LE DIALOGUE AVANT TOUT » : C'est oublier que le patronat est toujours sourd aux justes revendications ouvrières et, qu'en conséquence, on ne dialogue pas avec les sourds. Avec les patrons, il faut utiliser le seul langage qu'ils comprennent, celui de la force. Dans notre société de classe, les rapports entre les hommes sont régis par la seule loi de la force ou de la violence. Tout ce que le patron peut nous refuser est bâti sur sa force ou celle du pouvoir. Tout ce que le patron a cédé à ce jour a été le produit d'un rapport de forces momentanément en faveur de la classe ouvrière, par des grèves, des occupations d'usines, etc. Plus l'action est puissante, plus le pouvoir du patron est menacé et plus il cède. Dès que ce rapport de forces a tendance à s'annuler, à s'estomper, à se renverser au profit du patron, par suite de répression, ou de la trahison des directions ouvrières, ou d'un relâchement de l'action, le patronat reprend d'une main ce qu'il avait été obligé de lâcher de l'autre. Ceci démontre que la lutte économique est limitée si elle ne débouche pas sur la lutte politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir et des moyens de production par le prolétariat.

4° « LES OUVRIERS ONT BESOIN D'UN PATRON » : Comme la pointe a besoin d'un marteau ! C'est le « préchi-précha » de la résignation, l'acceptation de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme une fatalité, c'est la renonciation à la lutte. C'est demander de frapper à la porte du patron avec des gants blancs et non avec un béret. Or, justement, le socialisme nous apprend que les ouvriers peuvent se passer des patrons, et c'est pourquoi toute l'idéologie bourgeoise, depuis la Révolution d'octobre, s'est attachée à dénigrer l'idée du socialisme. Les plus dangereux à cet égard ne sont pas les gros sabots des syndicats « indépendants », mais les révisionnistes modernes, beaucoup plus subtils. Avec les patrons on ne discute pas, et surtout pas à huis-clos, comme à Grenelle. Le patron, appuyé sur la force bourgeoise, ne cède devant la force prolétarienne que par peur de perdre davantage, par peur de perdre le tout, si la lutte de classe était menée jusqu'à son terme. C'est une loi du marché si chère aux capitalistes. C'est pourquoi la tâche primordiale des ouvriers est d'organiser leur force collective pour mettre en action la force organisée de leur classe unie. Cette unité doit se créer à la base, au niveau de chaque entreprise et dépasser les conflits et ségrégations syndicales fabriquées par la bourgeoisie : Syndicats « indépendants », C.G.T., C.F.D.T., F.O., etc. Seuls les Comités d'Unité et d'Action à la Base, sans autre distinction que celle de la classe ouvrière, peuvent réaliser l'unité totale. Si la lutte ne s'arrête pas au mi-chemin de l'économisme, les travailleurs de notre pays bâtiront le socialisme et montreront effectivement qu'ils peuvent se passer de patrons.

5° « NE BRULONS PAS LES TRAITRES » : C'est en pensant à eux-mêmes que les dirigeants des syndicats « indépendants » pensent en propageant de tels mots d'ordre. Ils veulent pouvoir se vendre au patronat en toute impunité. Ils redoutent d'avoir un jour à rendre des comptes aux travailleurs, c'est pourquoi ils préchent l'amitié et la collaboration. Cette peur est d'ailleurs partagée par tous les dirigeants-traitres, qu'ils soient « indépendants », « réformistes » ou « révisionnistes ».

6° « LA C.F.T. ACCEPTE TOUTES LES TENDANCES, MAIS REJETTE TOUTE INFLUENCE POLITIQUE » : Oui, la C.F.T. accepte tous ceux qui peuvent se laisser prendre à son piège, pour leur imposer le point de vue patronal et gaulliste, l'acceptation du capitalisme comme un fait acquis éternel. Elle présente comme un fait inévitable et logique le licenciement des grévistes, rançon de la lutte de mai. C'est une justification de la répression. La C.F.T., comme les syndicats réformistes et révisionnistes, veut effrayer les travailleurs devant certaines conséquences de la lutte. La C.F.T. justifie la répression et les autres syndicats n'organisent pas la riposte, c'est ainsi qu'on se répartit les tâches et qu'on démobilise les travailleurs, c'est ainsi qu'on limite la lutte à des revendications économiques minimum qui perpétuent le régime capitaliste.

Ils s'entendent tous pour empêcher « que les travailleurs mettent la politique au poste de commandement », même en matière syndicale. En effet, en restant uniquement sur le terrain de la lutte économique, les travailleurs s'interdisent justement le seul moyen de la faire aboutir totalement et définitivement, ils acceptent le maintien éternel du capitalisme, donc de leur exploitation. Ils acceptent de voir remis continuellement en cause les acquis de leurs luttes (journée de huit heures acquise au début du siècle, semaine de 40 heures acquise en 1936 et course des salaires-prix, etc.). Depuis mai, la C.G.T. n'a-t-elle pas transformé la grande offensive des travailleurs en bataille défensive « Défendons les acquis de mai » a proclamé Seguy, d'où son insistance sur l'échelle mobile, alors que, si elle pouvait être arrachée, c'était uniquement à Grenelle, sous la pression des 10 millions de grévistes devant un patronat et un gouvernement affolés. Cette interdiction de la politique, et cette lutte exclusivement économique sont de la politique, en fin de compte, mais la politique des patrons et du pouvoir gaulliste des monopoles.

La seule politique des travailleurs, c'est leur politique de classe, c'est de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme, c'est l'abolition du patronat et du salariat. C'est à la fois un programme politique et syndical.

CHATEAUDUN : UN TRAVAILLEUR ADRESSE UNE LETTRE OUVERTE A LA C.G.T.

Au cours de la réunion syndicale d'hier soir, tous les assistants ont entendu votre très long exposé.

Dans votre intervention je fus personnellement nommé. A 10 minutes de la fin de la réunion vous avez proposé la parole à la salle, mais vous avez continué de monologuer, bien que j'ai levé le bras pour m'expliquer, est-ce cela votre démocratie ?

Etant donné qu'il ne me fut pas permis de m'exprimer à cette réunion, je suis contraint de faire cette mise au point.

Au sujet de l'article sur la G.S.P. que j'ai signé, non seulement je ne le renie pas, mais le silence des responsables de la C.G.T. prouve la vérité des écrits.

Je profiterai de cette mise au point pour donner quelques idées personnelles sur l'exposé.

Tenant compte de l'ampleur de la lutte de classe des 10 millions de travailleurs en mai-juin, ce qui fut arraché est vraiment dérisoire, surtout que les augmentations successives du coût de la vie ont déjà tout avaler les augmentations de salaires.

Il n'y a rien sur l'avancement de l'âge à la retraite, rien au point de vue sécurité sociale (alors que les remboursements des assurés sociaux venaient d'être réduits) rien au sujet du plafond des impôts sur le revenu, quelques broutilles sur les réductions du temps de travail.

Il était possible d'arracher beaucoup plus, les anciens de 1936, ou avec 3 millions de travailleurs en lutte, ils avaient obtenu, les lois sociales obligatoires, les congés payés, la semaine de 40 heures, en plus des importantes augmentations de salaires, etc.

S'il est vrai que notre corporation a obtenu des augmentations de salaires supérieur à l'ensemble des autres secteurs, il n'est pas moins vrai que les manœuvres et O.S. sont encore lésés par rapport aux professionnels.

En 1964, les professionnels obtenaient plus de 6 % avec 2 ans de rappel, rien aux manœuvres et O.S.

Quelques mois plus tard, les professionnels obtenaient plus de 4 %, les manœuvres et O.S. plus 1 % avec 4 mois de rappel, ce qui fait environ 9 % de retard.

En 1968, en 2 fois juin et octobre, les professionnels ont obtenu plus de 21 %, les manœuvres et O.S., plus de 28 %, avec rappel de février 1967, ce qui fait environ encore 4 % de retard.

Mais de 1962 à février 1967, pendant plus de 4 ans 1/2 les manœuvres et O.S. ont perdu 9 %.

Sur ces faits précis, vous avez volontairement fait le silence, vous avez préféré vous étendre sur l'activité des gauchistes, des provocateurs, etc., qui auraient eu pour but de briser le mouvement revendicatif, mais vous n'avez rien dit sur M. Blanchemaison (comme vous secrétaire syndical C.G.T., et en plus secrétaire général de l'U.L.-C.G.T.) qui après avoir poussé les travailleurs de la S.O.P.E.L.E.M. à la grève illimitée, a voulu brader leurs revendications horaires de 0,50 pour 0,15, a repris le travail laissant tomber les ouvriers en grève (2 jours plus tard il était « malade ») d'ailleurs aux élections de délégués suivantes, les travailleurs s'en sont souvenus.

Si j'ai fait cette lettre ouverte, c'est parce que je fus nommé, personnellement, je suis prêt à discuter publiquement avec vous sur tous les problèmes concernant les travailleurs que vous voudrez, uniquement dans le domaine syndical bien sûr.

Depuis cette lettre ouverte, ce camarade a pu développer dans une autre longue réponse à un bonze cégétiste, son juste point de vue. Cette lettre conclut notamment :

Nul doute que les travailleurs sauront se déterminer eux-mêmes, ils sauront reconnaître l'orientation juste qu'ils établiront eux-mêmes, ils sauront rejeter toutes les voies réformistes qui ne servent qu'à trahir leurs intérêts, au profit des intérêts capitalistes. C'est à partir de cette orientation que le goût à la lutte de classe reprendra, car ce sera les travailleurs eux-mêmes qui l'auront voulu et organisé, c'est à partir de là qu'ils désigneront ou éliront les meilleurs d'entre eux pour les guider mais qui resteront responsables devant eux et révocables, cet état-major désigné ou élu aura pour tâche de soumettre des projets à la discussion, mais devra surtout écouter et appliquer les décisions prises en commun à la base, cet état-major devra être un appareil léger de coordination et non pas un grossier appareil bureaucratique qui impose. C'est cela la démocratie ! C'est cela l'union à la base ! C'est la seule orientation valable juste et sûre de réussir.

Nul doute que l'application d'une telle orientation sera mobilisatrice et peut dans un délai pas très éloigné, créer une certaine effervescence parmi les travailleurs menant vers leur émancipation, vers la socialisation des moyens de production, vers le renversement de la dictature du capital, vers l'instauration du socialisme par la dictature du prolétariat et la démocratie populaire.

NUMERO SPECIAL DU 1^{er} MAI

Collaborez à la préparation de « l'Humanité Rouge » sur UNE ANNEE DE LUTTES en nous envoyant le bilan de votre action

SUR LE FRONT DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

JEUNE! NE TE LAISSE PAS TROMPER
PAR LES TROTSKISTES!

« Ecartons les scories Trotskistes du mouvement étudiant » (Enver Hodja)

Le révisionisme moderne est responsable de la réapparition d'une doctrine aussi désuète que l'anarchisme; il est également responsable de l'humiliation de ce courant opportuniste petit bourgeois que combattit Lénine avec tant d'acharnement, le trotskysme; c'est le désarroi idéologique et politique qu'il a provoqué par sa trahison qui est à l'origine du nouveau bouillonnement intellectuel apparu surtout parmi les étudiants un moment désorientés, et par conséquent tentés par toutes sortes de théories dont la caractéristique commune en dernier ressort est bien qu'elles n'ont rien de commun avec le socialisme scientifique.

● JACQUES JURQUET

— Le printemps révolutionnaire de 1968

Le trotskisme est maintenant âgé de 65 ans. Il a eu l'occasion de faire ses preuves par la négative. Son bilan de 65 ans est nul. Dans quel pays y a-t-il eu une révolution trotskiste? Au contraire toutes les révolutions socialistes se sont faites contre le trotskisme: aussi bien en Chine qu'au Viêt-nam le chemin de la révolution a dû passer par la phase de l'élimination du trotskisme (1927 et 1943). De même la révolution russe s'est faite contre le trotskisme. Car le trotskisme a été inventé contre le bolchevisme et contre Lénine. La fable selon laquelle Trotski et Lénine étaient de grands amis est grotesque comme le montre ce bref historique:

HISTORIQUE:

— 1903: au II^e Congrès du Parti, Trotski se range dans le camp des mencheviks et s'oppose aux principes léninistes d'organisation monolithique. Il constitue avec Martov et Axelrod une fraction anti-Parti et « se soulève contre le léninisme » selon leur expression. Ils organisent la scission. Désormais, Trotski oscillera entre une position « centriste » (c'est-à-dire semi-menchevique) comme au V^e Congrès et une position franchement menchevique.

— 1908: fait partie du groupe des « liquidateurs » mencheviks avec Dan, Axelrod, Martov... qui mendie au gouvernement tsariste la légalisation du Parti. Lénine l'appela « Petit-Judas Trotski » et écrivit sur son compte « Trotski s'est conduit comme l'arriviste et le fractionniste le plus infâme... Sa conduite est pire que celle de tous les autres fractionnistes ».

— 1912: Trotski organise le bloc d'août (rassemblement de tous les anti-léninistes) et tente de s'emparer de la direction du Parti.

— 1914-1918: Trotski ne s'oppose pas aux social-chauvins: il se tait.

— Août 1917: Trotski, Kamenev, Rykov estiment que Lénine contre qui est lancé un mandat d'arrêt doit se livrer à la justice bourgeoise.

— 10 octobre 1917: Trotski s'oppose à la résolution de Lénine qui réclame l'insurrection immédiate, et veut la reporter aux calendes grecques.

— 21 octobre: Trotski, par vantardise, annonce à la séance du Soviét la date arrêtée par les bolcheviks pour l'insurrection, prévenant ainsi l'ennemi.

— novembre-décembre: il s'oppose à Lénine sur la question de la paix de compromis de Brest-Litovsk et propose que l'armée russe se retire purement et simplement du front, sans signer de paix, invoquant le prétexte idiot que les soldats allemands refuseraient de se payer une promenade militaire sans danger en Russie et feraient la révolution! Lénine qui savait bien qu'un impérialisme en pleine victoire consolide son pouvoir intérieur, réclamait une paix de compromis immédiate, pour avoir le temps de consolider le pouvoir soviétique et lui permettre de résister par la suite aux interventionnistes. Trotski fit traîner les négociations et indiqua même aux Allemands son plan criminel, leur permettant ainsi de saisir des territoires immenses en Russie, et d'infliger de nouvelles pertes inutiles au peuple.

— 1918: Trotski est critiqué par Lénine au VII^e Congrès pour son attitude dans l'Armée Rouge (culte des « officiers » bourgeois, bureaucratisme, etc.).

— 1920: sur la question des syndicats, Trotski est contre Lénine, il refuse la démocratie à l'intérieur des syndicats et la méthode de la persuasion. Au contraire il veut imposer la contrainte bureaucratique (eh oui!), « militaire » à la classe ouvrière, lui « serrer la vis » (Intervention à la V^e Conférence des syndicats). Il fait bloc avec tous les anti-léninistes au X^e Congrès. Essaye de dénaturer la N.E.P. de Lénine en la présentant comme une défaite, et prétend que le développement socialiste de la Russie est impossible.

— 1923: XII^e Congrès. Trotski prône une politique sociale à l'égard de la paysannerie pour miner l'alliance ouvriers-paysans.

— 1924: rédige la « Déclaration des 46 » anti-Partis (rassemblement de tous les groupes anti-léninistes) qui réclame la « liberté des fractions » interdites par Lénine.

Voilà pour les faits les plus flagrants. Trotski a toujours lutté contre Lénine.

Son groupe était uniquement destiné à prendre la relève du menchevisme agonisant dans le but d'empêcher la révolution ou de la détourner une fois accomplie.

Par la suite il se heurta à la vigilance accrue du Parti bolchevik avec Staline à sa tête. Il fut battu démocratiquement dans le Parti: une nouvelle « Plate-forme des 83 » (Trotski-Zinoviev) recueillit 4 000 voix sur 724 006 au XV^e Congrès, soit moins de 1%. Il fut exclu en 1927.

De même, ses agents dans la III^e Internationale, qui avaient causé des dégâts considérables comme en Chine (opportuniste Tchen-Tou-Sieou) et en France (appui aux résidus centristes) furent exclus. Lui-même et ses acolytes dégénérèrent en saboteurs, en terroristes (assassinat de Kirov en 1934). Ses disciples se divisèrent en une multitude de chapelles dont certaines prirent le nom de IV^e Internationale.

Ils cachèrent soigneusement leur qualité de trotskistes et pratiquèrent l'« entrisme ». La Seconde Guerre Mondiale finit par les achever. Pendant cette période ils s'opposèrent à la lutte de libération nationale anti-hitlérienne, sous prétexte d'alliance avec la classe ouvrière allemande et de « soutien à la révolution allemande » (en 1940!). Ils reçurent le surnom d'« Hitléro-trotskistes ». Certains comme Souvarine furent des collabos actifs. En 1945, Staline pouvait dire « le trotskisme n'existe plus en tant que courant politique ».

On sait comment les renégats révisionnistes en attaquant frénétiquement la théorie marxiste-léniniste lui rendirent vie: c'est en effet sur le fumier que se développent les plus belles vermines.

EXEMPLE DE « THÉORIES » TROTSKISTES:

1^{re} La Palestine: « Théorie » trotskiste: Il faut que les classes ouvrières Israélienne et Arabe combattent leurs bourgeoisies respectives et instaurent le socialisme, le problème palestinien sera alors résolu de lui-même.

Réfutation: un minimum d'analyses s'impose. Mao Tsé-toung nous enseigne la méthode:

« La méthode analytique c'est la méthode dialectique. Par analyse on entend l'analyse des contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes. »

Ce qui signifie concrètement:

« Si un processus comporte plusieurs contradictions, il y en a nécessairement une qui est la principale et qui joue le rôle dirigeant, déterminant, alors que les autres n'occupent qu'une position secondaire, subordonnée. Par conséquent, dans l'étude de tout processus complexe où il existe deux contradictions ou davantage, nous devons nous efforcer de trouver la contradiction principale. Lorsque celle-ci est trouvée, tous les problèmes se résolvent aisément. » (De la Contradiction (août 1937) Œuvre choisie de Mao Tsé-toung, tome I).

En Israël, la contradiction bourgeoisie-ouvriers (qui est réelle) est estompée du fait qu'Israël est un pays impérialiste, actuellement victorieux et qui peut avec ses « superprofits » tirés de l'exploitation des arabes acheter et corrompre une partie de la classe ouvrière israélienne... C'est un fait qu'actuellement cette classe ouvrière est fascisée: cette contradiction est secondaire, comme celle qui oppose pour le moment, les peuples arabes à leurs bourgeoisies et aux féodaux.

Quelle est la contradiction principale, déterminante? C'est celle qui oppose l'impérialisme américano-sioniste aux peuples arabes. Cette contradiction se mesure en termes de napalm, exécutions, expulsions. Elle est criante, visible pour tous, mêmes les plus arriérés: elle est déterminante.

Au cours de la guerre qui sera forcément longue, des changements se produiront dans les deux pays:

« Une guerre révolutionnaire agit comme une sorte de contre-poison, non seulement sur l'ennemi, dont elle brisera la ruée forcée, mais aussi sur nos propres rangs, qu'elle débarrassera de tout ce qu'ils ont de malsain. Toute guerre juste, révolutionnaire, est une grande force, elle peut transformer bien des choses ou ouvrir la voie à leur transformation. La guerre sino-japonaise transformera et la Chine et le Japon. Il suffit que la Chine poursuive fermement la guerre de résistance et applique fermement une politique de front uni pour que l'ancien Japon se transforme inmanquablement en un Japon nouveau, et l'ancienne Chine en une Chine nouvelle. Aussi bien en Chine qu'au Japon, les gens et les choses se transformeront, au cours de la guerre et après la guerre. »

(Mao Tsé-toung: De la guerre prolongée.)

De même au Moyen-Orient, les peuples arabes aguerris dans la guerre balayeront les traitres à la Hussein, et la classe ouvrière israélienne, devant les défaites d'Israël, se dressera contre sa bourgeoisie

impérialiste (on peut noter que ce processus est déjà en cours).

Conclusion: notre position est donc la suivante: soutien total à la guerre populaire de longue haleine du peuple arabe de Palestine.

Quant aux trotskistes leur position si simpliste suppose que

1) on reconnaît l'existence de l'Etat fantoche d'Israël, c'est-à-dire d'une tête-de-pont américain contre les peuples arabes.

2) tandis que les peuples arabes sont occupés à diriger tous leurs coups principaux contre leur bourgeoisie (d'ailleurs en vain), l'impérialisme sioniste peut continuer impunément sa guerre d'agression et de massacre: car lui, il a les mains libres!

Comme on le voit la position apparemment très révolutionnaire et très marxiste conduit à soutenir objectivement l'impérialisme U.S. et son fantoche Israël dans leur guerre d'agression barbare.

2^e Le Viêt-nam: « Le F.N.L. trahit la classe ouvrière car il comprend des bourgeois ».

Réfutation: encore une fois un minimum d'analyse montre qu'il y a deux sortes de bourgeoisies:

1) la bourgeoisie compradore: fondée de pouvoir des trusts américains qui sont des traitres à 100%;

2) la bourgeoisie nationale, dont les intérêts économiques sont opposés à ceux des Américains, et qui souffre de la concurrence déloyale des trusts U.S. Elle ne saurait en aucun cas constituer la force dirigeante de la révolution, toutefois, comme elle est anti-américaine ce serait une idiotie de s'en faire un ennemi. Elle participe donc au Front. Mais bien entendu, et les victoires le prouvent, c'est la classe ouvrière et son parti qui dirigent le Front.

3^e Pacte germano-soviétique: « Staline a trahi la révolution allemande ».

Réfutation: la ruse de Staline permit au contraire l'écrasement du fascisme et la naissance de la R.D.A. En 1939, malgré les propositions d'unité faites par l'U.R.S.S. les « démocraties » occidentales, espéraient qu'Hitler détruirait le premier pays socialiste. Le pacte de Munich où Daladier et Chamberlain « s'arrangèrent » avec Hitler pour livrer la Tchécoslovaquie aux hordes nazies est là pour témoigner des réelles intentions des démocraties occidentales: capituler devant le nazisme, refuser l'unité avec l'U.R.S.S. contre Hitler. Il était donc légitime que Staline leur retourne le piège et exploite au profit de l'U.R.S.S. et des peuples du monde, y compris le peuple allemand, les contradictions existant entre les requins impérialistes.

Lorsque Hitler s'aperçut de son erreur et attaqua l'U.R.S.S. il était déjà trop tard: son armée s'était trop affaiblie, elle était aux prises avec les vaillants partisans à travers toute l'Europe. L'Armée Rouge put donc libérer l'Europe, y compris une partie de l'Allemagne. Où était donc la « révolution allemande » en 1939?

On pourrait citer bien d'autres exemples. En général, il n'y a pas de « théorie » trotskiste mais plutôt un amalgame d'idées, variable d'une chapelle à l'autre.

Toutefois un certain nombre de constantes se retrouvent:

1) les trotskistes ne savent pas ce qu'est l'impérialisme (cf. Palestine). Pourtant Lénine, dont ils osent se réclamer, a écrit sur ce sujet: « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

2) ils refusent le Front Uni de toutes les classes et couches révolutionnaire sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti et veulent qu'elle combatte ses ennemis non pas les uns après les autres (comme dans toute révolution) mais tous ensemble, c'est-à-dire, dans les faits, qu'aucun ennemi ne peut être combattu efficacement.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, le Front Uni (ouvriers, paysans et bourgeoisie nationale) est destiné à accomplir la révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale; c'est là une étape nécessaire dans ces pays pour passer à la révolution socialiste — et non une trahison comme le clament les trotskistes! — Comme l'indique Mao Tsé-toung:

« La révolution démocratique est la préparation nécessaire de la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement logique de la révolution démocratique ».

Leur principe directeur est le suivant: partout où se trouvent en présence un ouvrier et un capitaliste, l'ouvrier peut et doit sauter à la gorge du capitaliste, immédiatement, sans tenir compte du lieu, de la conjoncture, du rapport extrêmement complexe entre les classes, etc... Comme on le voit cette théorie pour enfant de 4 ans ne peut satisfaire personne. Dans la pratique elle ne marche jamais. Et même les trotskistes ne se risquent jamais à l'appliquer eux-mêmes. Mais ils voudraient que les autres l'appliquent à leur place: c'est-à-dire les Vietnamiens, les Palestiniens, etc.

En fait il est clair que de telles « théories » n'ont pour rôle que de détourner les forces révolutionnaires de la voie scientifique du marxisme-léninisme, seule voie capable de mener les masses populaires à la victoire.

extrait de « Drapeau Rouge » journal des Communistes marxistes-léninistes de Picardie.

(à suivre)

LE FRONT DIPLOMATIQUE ET LA GUERRE DU PEUPLE VIETNAMIEEN

LA SITUATION POLITICO-MILITAIRE AU SUD-VIETNAM EN 1968-1969

L'offensive du Têt 68 et la période « d'offensives généralisées et de soulèvements simultanés » qu'elle ouvrait, ont amorcé de façon définitive trois grands échecs stratégiques de l'impérialisme U.S., à savoir :

- la cessation inconditionnelle des bombardements sur l'ensemble du territoire de la R.D.V.N.,
- passer à la stratégie de défense intégrale sur tous les plans au sud,
- négocier avec le F.N.L. à la conférence quadripartite de Paris.

La « guerre locale » des Yankees était perdue alors que leurs efforts atteignaient le plafond politiquement acceptable pour le peuple U.S. Partout le peuple vietnamien se soulevait, s'organisait, édifiait le pouvoir révolutionnaire.

C'est dans cette effervescence, qu'à Hué, l'ancienne capitale impériale, se créait l'Alliance des Forces Nationales Démocratiques et de Paix, symbole de l'élargissement en direction de la bourgeoisie des villes du front national de lutte contre l'impérialisme U.S. agresseur.

Le discours de Johnson du 31 mars 68, annonçant l'arrêt des bombardements limités sur le Nord sanctionnait l'échec U.S.

Pris dans des contradictions insolubles, l'impérialisme U.S. a cherché à mettre en place une nouvelle stratégie. D'une part à cause de son échec militaire il est amené à s'asseoir à la table de conférence face au F.N.L., d'autre part, il va chercher à perpétuer son projet néo-colonialiste au Vietnam sous d'autres formes malgré le rapport de forces de plus en plus défavorable.

Des quatre grandes composantes globales de la stratégie U.S., définies par le général Maxwell Taylor dans son livre « Responsabilité et Riposte » : 1. propositions de paix, guerre aéro-navale contre la R.D.V.N., 2. actions des forces terrestres américano-fantoches au sud, 3. efforts politiques, diplomatiques et économiques visant à asseoir le régime fantoche.

Le général Westmoreland avait mis l'accent sur les points 1 et 2 : intensification de la guerre contre le Nord et opérations « rechercher et détruire » au Sud.



L'administration Nixon développe la politique annoncée par Johnson depuis le 31 mars 68 et qui concerne le point 3

— développer de fausses propositions de paix, tout en visant à renforcer le régime fantoche Thieu-Ky-Huong sur le plan politique.

C'est la fameuse « désaméricanisation » de la guerre : sur le plan militaire, l'impérialisme U.S. cherche à renforcer l'armée fantoche, à tenir les grands centres urbains (« nettoyer et tenir »), à rassembler la population rurale dans les « hameaux stratégiques » (« pacification accélérée »); sur le plan politique, il vise à renforcer le régime fantoche en jugulant toute opposition intérieure (arrestation du vénérable Thich Thieu Minh), va jusqu'à proposer au F.N.L. de devenir « légal » à condition de renoncer à la lutte armée, en avançant de fausses propositions de paix pour tromper l'opinion progressiste internationale et desserrer l'étreinte autour des impérialistes U.S.

L'offensive du Têt 69, « d'attaques ininterrompues et de soulèvements généralisés » depuis plus d'un mois, a déjà mis en échec la nouvelle stratégie militaire U.S. alors que le gros des F.A.P.L. n'a même pas été encore engagé, qu'il se consacre patiemment à l'étude des premiers résultats de la nouvelle offensive afin d'élever encore les capacités combattantes du peuple vietnamien.

Contrairement aux affirmations des « spécialistes » U.S. le peuple vietnamien a suffisamment de réserves pour développer l'offensive actuelle, plus de deux mois.

Le seul atout militaire important des Yankees est l'utilisation des B-52, or celle-ci est forcément limitée lorsque le champ de bataille est Saigon où les F.A.P.L. et les troupes américano-fantoches sont à moins de cent mètres l'une de l'autre.

Sur le plan politique, le F.N.L. constitue un véritable pouvoir d'Etat dans les zones libérées par l'institution de comités populaires, raffermissant ainsi, conformément au programme politique du F.N.L. l'alliance des quatre classes (prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale) sous la direction du prolétariat face à l'impérialisme U.S. La désagrégation de l'administration fantoche s'accroît plus rapidement depuis l'obligation pour les U.S. de reconnaître le F.N.L. à la conférence de Paris.

Sur le plan diplomatique, le F.N.L. dénonce la fourberie de l'impérialisme U.S. qui, en essayant de séparer le problème militaire du problème politique, essaye de réintroduire la thèse d'une « agression » du

« La position du peuple vietnamien est très claire. Ce sont les quatre points du gouvernement de la R.D.V.N. et le programme politique du F.N.L. C'est la base pour toute solution politique du problème vietnamien ».

Nguyen Duy Trinh. 29-12-67.

Sud par le Nord, de sortir de l'impasse militaire tout en perpétrant son projet impérialiste au Vietnam.

Les « rumeurs » lancées par la délégation américaine à Paris sur les accords tacites, les négociations secrètes sont dans la phase actuelle autant de mensonges de l'impérialisme U.S. afin de détourner l'opinion progressiste internationale (et surtout du peuple américain) de son soutien à la juste lutte du peuple vietnamien.

Les seules solutions pour faire avancer la conférence de Paris, sont le retrait inconditionnel de toutes les troupes U.S. et satellites et la formation d'un cabinet de paix chargé de négocier avec le F.N.L., le retour à une situation normale suivant les légitimes aspirations du peuple vietnamien telle qu'elles sont exprimées dans le programme politique du F.N.L.

LES TACHES DES M.L. ET LE FRONT DIPLOMATIQUE

A l'heure actuelle un soutien politique à la guerre du peuple vietnamien est d'autant plus nécessaire que l'agression U.S. cherche à mystifier l'opinion progressiste internationale; il faut également combattre résolument les opinions de gauche en apparence « les vietnamiens sont des opportunistes de droite. Cf. la Conférence de Genève en 1954, il est possible qu'ils fassent des concessions » et qui, en fait, laisse le champ libre au développement d'une idéologie démobilisatrice desserrant l'étreinte autour de l'impérialisme U.S. Nous devons systématiquement dénoncer les manœuvres U.S. à la conférence de Paris visant à perpétuer son agression contre le peuple vietnamien à retarder toute solution définie dans le programme politique du F.N.L., nous devons organiser un important mouvement de soutien politique à la juste lutte du peuple vietnamien, pour contribuer à l'isolement de l'impérialisme U.S. sur la scène politique internationale.

— Retrait inconditionnel des troupes U.S. et satellites du Vietnam.

— Position en 5 points et programme politique du F.N.L., seule base d'une solution correcte du peuple vietnamien.

— F.N.L. représentant authentique du peuple vietnamien.

— Le peuple vietnamien vaincra !

Contribution d'un militant

SUR LE FRONT ÉTUDIANT

Le C.A. Sciences-Po a su régler la question de l'auto-défense en comptant sur ses propres forces, ce qui n'était jamais arrivé du fait du manque de détermination. Aussi traditionnellement faisons-nous appel à nos camarades extérieurs à l'Institut; mais nous étions à la merci du moindre incident imprévu et par ailleurs, il n'était pas juste de considérer ces camarades comme des mercenaires à qui nous aurions pu faire appel à n'importe quel moment, à la moindre alerte.

D'autre part, certains camarades avaient développé une psychose des fascistes, et de l'un d'entre eux particulièrement. Ils ont découvert dans la pratique concrète de la lutte que les fascistes n'étaient pas invincibles. Certes, certains s'entraînent aux sports de combat. Mais lorsqu'il y a, face à vingt fascistes, même bien entraînés, trois cents progressistes, le rapport de force est en notre faveur. Aussi devons-nous nous armer de résolution et avancer avec courage.

Le C.A. ne s'est pas démobilisé; il est sorti de la « légalité » malgré les hésitations et les flottements des éléments ultra-droitières qui craignent les « incidents », les « provocations » et qui par leur mollesse, démissionnaient, se couchaient perpétuellement devant les fascistes et donc devant la direction.

Par ailleurs, il est important d'avoir une conscience claire du rôle des fascistes. Le gouvernement n'a plus besoin d'embaucher des « appariteurs musclés ». Il trouve sur place, dans les facultés, des bandes armées, organisant des provocations et cherchant à faire régner la terreur. Leur but est clair : couper les révolutionnaires des masses étudiantes, petites bourgeoisies, et donc traditionnellement effrayées par la violence physique; empêcher toute explication politique, toute expression, toute contestation; briser tout mouvement revendicatif, toute grève, terroriser les éléments les moins avancés des C.A. et donner libre cours à la répression sur les plus avancés.

Comme le référendum approche, on voit se repro-

INSTITUT DE SCIENCES-PO

(suite du n° 8)

LES LEÇONS DE CETTE LUTTE

duire l'alliance CDR-fasciste de mai, mais renforcée et respectant de moins en moins les normes de sa propre légalité bourgeoise. Plus la propagande gouvernementale s'intensifiera au fur et à mesure que la campagne électorale se déroulera, plus nous devons nous attendre à voir se développer des provocations du type de celles que nous avons essuyées à Sciences-Po, à Censier et ailleurs.

Enfin, un exemple concret nous a été fourni du renforcement de l'appareil de répression : l'entrée des flics à Sciences-Po témoigne d'un durcissement, d'un nouveau pas en avant dans la répression de moins en moins déguisée. Alors qu'en mai, l'entrée des flics à la Sorbonne avait soulevé l'indignation générale, en mars, l'entrée d'un groupe de flics à Sciences-Po (pour peu de temps certes) passe presque inaperçue. Et ceci est d'autant plus inquiétant qu'il s'agissait pour eux non pas tant de « rétablir l'ordre » que de récupérer in extremis les fascistes mal en point, au moment où ils allaient subir une défaite écrasante sur le terrain. Ceci montre bien combien cette lutte concernait le pouvoir et n'est pas la simple bagarre d'étudiants décrite par la presse bourgeoise.

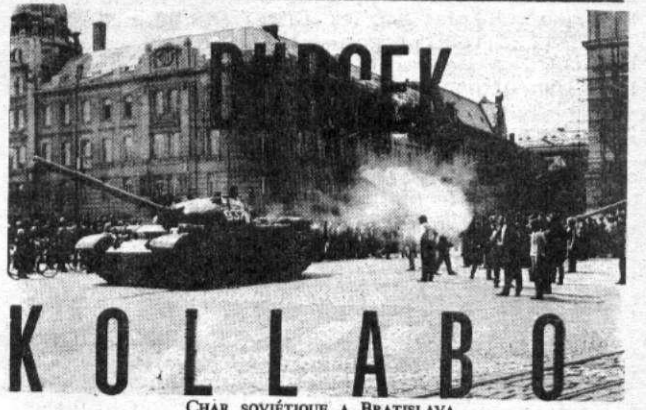
Le pouvoir envoie ses nervis faire de la provocation dans les facultés, là où l'exaspération est la plus apte à donner lieu à des réactions incontrôlées susceptibles d'inquiéter les profiteurs et de les rassembler autour du gaullisme. Ces actions vont se poursuivre jusqu'au référendum. Il ne faut pas que les étudiants tombent dans ce piège grossier; ils doivent se mobiliser au marxisme et organiser leur propre défense et celle de tout le mouvement révolutionnaire.

Ne nous laissons pas intimider par les manœuvres du pouvoir !

Organisons-nous en brigades de propagande et d'autodéfense !

Le fascisme n'est pas inéluctable ! C'est en luttant de façon claire et déterminée que les travailleurs et les étudiants enrayeront la montée du fascisme !

Groupe Marxiste-Léniniste de Sciences-Po,
Cercle Humanité Rouge de Dauphine.



CHAR SOVIÉTIQUE A BRATISLAVA

Le 27 mars, Dubcek, parlant à Prague devant un congrès d'anciens combattants, se faisait l'écho de son maître Brejnev, déclarant :

« Les partisans d'une solution militaire des questions européennes en litige... englobent dans leurs calculs la possibilité que la République populaire chinoise devienne une menace constante pour l'Union soviétique, ce qui modifierait l'équilibre des forces en Europe au profit de l'impérialisme ».

Dubcek parlant de la « menace » chinoise, alors que les blindés russes sont cantonnés dans la banlieue de Prague ! Il y aurait de quoi rire. Mais le peuple tchécoslovaque ne trouve pas cela drôle. Cela rappelle trop les Kollabo fascistes parlant de la « menace » bolchévique à leur peuple, alors que les troupes nazies occupaient Prague et Paris.

Les Praguais ont répondu dès le lendemain au Kollabo Dubcek.

A la faveur de la victoire remportée par l'équipe tchécoslovaque sur l'équipe soviétique au championnat du monde de hockey sur glace, une foule que les observateurs évaluent à plus de 100 000 personnes s'est rassemblée place Wenceslas, criant des slogans hostiles aux occupants russes. Au cours de la manifestation qui s'en est suivie, plusieurs bureaux occupés par des organismes soviétiques, et notamment les bureaux d'« Aéroflot » ont été saccagés et barbouillés de mots d'ordre exigeant le départ des troupes d'occupation. Le peuple tchèque est connu pour son calme et son absence de chauvinisme, mais son exaspération de l'occupation par les nouveaux tsars est telle que la moindre étincelle peut déclencher une réaction comme celle du 28 mars à Prague. Pendant ce temps Dubcek continue d'agiter docilement l'épouvantail chinois ! Remarquons, que la radio gaulliste et la presse bourgeoise ont fait preuve sur ces incidents, d'une discrétion inhabituelle et combien révélatrice.

(Extrait de Provence Rouge.)

Nous continuons, cette semaine, à publier les messages de félicitations adressés au 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois. Seul le message du F.N.L. du Sud-Viêt-nam, qui se trouve au premier rang de la lutte anti-américaine est publié en entier; pour les autres, il s'agit d'extraits. Le Parti marxiste-léniniste d'Autriche, la Ligue des Marxistes-Léninistes de Hollande et du Mouvement Communiste marxiste-léniniste de Saint-Marin ont également envoyé des messages (télégrammes brefs).

SUD-VIETNAM

Au 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois, « Au nom de la population sud-vietnamienne et du Front National de Libération du Sud-Viêt-nam, nous présentons sincèrement au 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois et par l'intermédiaire du congrès, à tous les membres du Parti Communiste Chinois et au peuple chinois frère notre salut de solidarité militante et nos félicitations les plus chaleureuses.

Au cours des 48 années passées, sous la direction du Parti Communiste Chinois ayant à sa tête le président Mao Tsé-toung respecté et bien-aimé, le peuple chinois héroïque a obtenu de grands succès, a fondé la République Populaire de Chine et a transformé la Chine en un puissant pays socialiste doté d'une industrie moderne, d'une agriculture avancée, d'une culture et d'une science développées, d'un potentiel de défense nationale puissant et particulièrement de l'arme nucléaire.

La victoire éclatante de la Révolution chinoise a décuplé les forces révolutionnaires du monde, encouragé puissamment le mouvement de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique Latine et apporté une grande contribution au maintien de la paix en Asie et dans le monde.

Ces dernières années, la Chine a enregistré de grands succès dans la grande Révolution Culturelle Pro-létarienne.

La population sud-vietnamienne et le Front National de Libération du Sud-Viêt nam se réjouissent vivement des succès obtenus dans tous les domaines par le peuple chinois frère et les considèrent comme une puissante source d'encouragement pour leur propre lutte contre l'agression américaine, pour le salut national. Ils ont la ferme conviction qu'après ce congrès, les 700 millions de Chinois héroïques, sous la direction clairvoyante du glorieux Parti Communiste Chinois et du président Mao Tsé-toung, respecté et bien-aimé, remporteront encore de nombreux succès plus éclatants dans leur grande œuvre révolutionnaire pour apporter leur contribution précieuse à la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme avec en tête l'impérialisme américain, pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

A cette occasion, la population sud-vietnamienne et le Front National de Libération du Sud-Viêt-nam expriment leur sincère et profonde reconnaissance au Président Mao Tsé-toung, au Parti Communiste Chinois, au gouvernement et au peuple de la R.P. de Chine qui ont toujours apporté un soutien résolu et une grande aide à leur lutte sacrée contre l'agression américaine, pour le salut national.

Sous la direction du Front National de Libération du Sud-Viêt-nam, la population sud-vietnamienne bénéficiant du soutien de plus en plus puissant des peuples du monde est résolue à conduire sa résistance sacrée à la victoire complète.

Nous souhaitons sincèrement au congrès d'heureux succès.

Puissent l'amitié indéfectible et la solidarité militante entre la population sud-vietnamienne et le peuple chinois frère durer éternellement ».

Le Comité central du Front National de Libération
du Sud Viêt-nam
le 3 avril 1969 au Sud Viêt-nam.

NOUVELLE-ZELANDE

Le Parti Communiste de Nouvelle Zélande accueille la Révolution Culturelle comme étant une étape supérieure à la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste à l'époque de l'édification du socialisme à l'échelle mondiale. Il souhaite que le 9^e congrès et son rapport soient un guide et un encouragement inestimables pour tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le camarade Wilcox,
Secrétaire Général du P.C. de Nouvelle-Zélande.

FRANCE

Les communistes marxistes-léninistes de France, aptes à poursuivre leur juste combat sous tous les formes, légales ou illégales, sont de plus en plus liés à la classe ouvrière et aux masses laborieuses, parce qu'ils ont préparé depuis 1963 et créé fin 1967, un Parti Marxiste-Léniniste de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung.

En édifant ce parti dans le feu du combat contre le capitalisme, l'impérialisme et la montée du fascisme, ils luttent, à l'exemple du président Mao, contre l'opportunisme de droite, actuellement représenté par le révisionnisme moderne, et contre l'opportunisme de gauche, actuellement représenté par divers courants intellectuels non-prolétariens. En agissant de la sorte, les communistes marxistes-léninistes de France se placent résolument sous la direction idéologique du prolétariat, c'est-à-dire du marxisme, du léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung.

Pour le Parti Communiste marxiste-léniniste de France,
Sa direction centrale.

POLOGNE

La République Populaire de Chine constitue un grand et imprenable maillon de la chaîne du front démocratique anti-impérialiste et anti-révionniste du monde entier. La grande Chine de Mao Tsé-toung, une composante de l'unité des forces révolutionnaires et socialistes mondiales, est indissolublement liée à l'ensemble du mouvement international communiste et ouvrier et à tous les peuples en lutte pour leur émancipation nationale et la libération sociale.

Le C.C. du Parti Communiste de Pologne.

BRESIL

Les communistes brésiliens voient dans ce congrès une manifestation vigoureuse du rôle dirigeant que le prolétariat joue dans tout le cours de la révolution, une expression concentrée des principes élevés élaborés par le président Mao selon lesquels la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout.

Le C.C. du Parti Communiste du Brésil.

NOTE. — Dans le message du Parti du Travail d'Albanie, publié page 8, du précédent numéro, les trois premières lignes sous l'effigie aux deux aigles, 2^e colonne, doivent se lire en tête de cette deuxième colonne.

ITALIE (Suite de la page 1)

contexte de leurs facultés (Pise, Rome, Florence, Turin, Milan...). Cependant, dès juin 1968, peut-être sous l'influence du mouvement français, les étudiants révolutionnaires comprennent la nécessité de se lier aux travailleurs. Ils commencent une pratique sociale, aussi bien dans les usines que dans les villages paysans, y suscitant souvent la création de comité de base ou de défense. C'est ainsi qu'ils jouèrent un rôle à Orgosolo et peut-être à Battipaglia. En novembre, le mouvement gagnait les lycées et la lutte était organisée, avec occupations, contre la réforme Gui, copie de celle de Faure. En février, les étudiants préparèrent pour Nixon les manifestations les plus violentes que celui-ci ait connu pendant son voyage européen. Un étudiant y trouva la mort.

La classe ouvrière italienne, de son côté, n'a pas de leçons de combativité à recevoir. Elle fut la première à instaurer les occupations d'usine en Europe occidentale et ceci dès 1920. Elle les reprit en 1943 contre Mussolini, et en 1948 lors d'un attentat contre Togliatti. En 1960, elle entreprenait des manifestations insurrectionnelles contre une tentative de coup d'état fasciste. Cependant, l'emprise du révisionnisme fut sur elle, particulièrement néfaste. Le P. « C. » I. est dans l'éventail des partis révisionnistes, celui qui occupe sans doute la position la plus droite. Il a pu tromper par ses allures libérales; il n'en préparait

que mieux ses militants à être plus réceptifs à l'idéologie bourgeoise, celle de l'ultra-démocratie, du pacifisme, de l'ultra-parlementarisme « seule voie vers le socialisme ». En supprimant les cellules d'entreprise notamment, il adoptait des formes d'organisation sociale-démocrate particulièrement propices à l'influence de cette idéologie.

La C.G.T. italienne joue à fond la collaboration de classes, passant avec le patronat des accords qui, pour apporter aux ouvriers quelques avantages matériels immédiats, neutralisent toutes leurs actions revendicatives. Mais la base, influencée parfois par les intellectuels révolutionnaires, a commencé à prendre conscience de cette trahison, à s'organiser parallèlement aux syndicats, à entreprendre contre leur volonté (comme en France) des luttes de plus en plus offensives. La dernière grève chez Pirelli, à Milan, en est l'exemple le plus spectaculaire.

Ce qui frappe donc, en Italie, dans sa tradition ouvrière, dans les manifestations de son mouvement étudiant et maintenant du mouvement des paysans pauvres du Sud, c'est la violence. C'est là un phénomène qui réapparaît dans toutes les luttes populaires récentes (France, Allemagne, Japon, Mexique, etc.), lorsqu'elles ne sont pas déviées par les révisionnistes ou les réformistes. Marx disait que « La violence est l'accoucheuse de l'Histoire ». C'est une remarque qui

montre suffisamment quelle trahison est la « voie parlementaire vers le socialisme ». Mais est-ce dire que les peuples utilisent volontairement, sciemment la violence et que toute manifestation, dès qu'elle est violente, se caractérise révolutionnaire? Absolument pas.

Le peuple est acculé à la violence par la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Il n'a jamais l'initiative des coups, c'est la police qui tire la première. Dans l'immédiat, ce qui est révolutionnaire ce n'est pas une manifestation populaire en tant que telle mais la situation générale dans laquelle elle s'inscrit. La bourgeoisie s'affole parce qu'elle est empêtrée dans une crise aiguë, dans des contradictions insurmontables. La provoquer inutilement serait de l'aventurisme. Mais en même temps, à tout moment, « une étincelle peut mettre le feu à la paille ». L'exploitation de plus en plus implacable, la répression de plus en plus féroce de la bourgeoisie aux abois, ne peut susciter que des révoltes de plus en plus dures. Si la révolte violente n'est pas la révolution, elle en est un chemin. « Une lutte acharnée des masses, même pour une cause désespérée, est indispensable pour l'éducation ultérieure de ces masses, pour les préparer à la lutte suivante » (Lénine).

C'est dans cette lutte que s'éduquent aujourd'hui les jeunes, les hommes, les femmes de Battipaglia comme le peuple de toute l'Italie.

EDITORIAL (Suite de la page 1)

Ils se doivent d'appeler toutes les victimes du pouvoir des monopoles à voter NON le 27 avril, à déposer dans les urnes un NON catégorique et résolu.

D'autres formations qui se disent d'opposition au gaullisme appellent aussi à voter NON; mais leur NON est sans valeur réelle.

Centristes de toutes nuances, sociaux-démocrates, fédérés, révisionnistes du P. « C. » F., ont été et sont en fait les meilleurs soutiens du gaullisme. La plupart d'entre eux l'ont mis en place en 1958 et l'ont sauvé en 1968. Ils se déclarent d'ailleurs tous favorables à la « régionalisation ».

Ce qu'ils craignent, c'est que les contradictions qui assaillent le pouvoir gaulliste, n'entraînent dans sa chute de bouleversements de caractère révolutionnaire qu'ils seraient incapables de contrôler.

Alors ils préparent la succession pacifique du gaullisme, une solution de rechange qui, sous des apparences plus « démocratiques » perpétuerait le pouvoir réel des monopoles capitalistes.

Au surplus, malgré leur NON, ils sont décidés à prendre le plus de places possible dans les institutions nouvelles si le OUI venait à l'emporter.

Quant à l'avant-garde marxiste-léniniste, tout en appelant à voter NON, elle n'oublie pas que l'issue de cette bataille électorale ne règlera rien.

AVEC OU SANS LA REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les droits des travailleurs sur le plan des salaires, des conditions de travail, de la Sécurité Sociale, des libertés syndicales, dépendront avant tout de leur volonté de les défendre et de les élargir par la lutte concrète, contre leurs propres dirigeants « participationnistes » s'il le faut.

AVEC OU SANS REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les aspirations des étudiants à une université qui assure le plein exercice de leurs droits et du travail à la fin de leurs études, dépendront elles aussi de leur propre combat qui n'a d'ailleurs pas cessé malgré la division organisée dans leurs rangs par le gouvernement et ses complices.

AVEC OU SANS REGIONALISATION, AVEC OU SANS LE SENAT, les conditions d'existence et de survie des paysans travailleurs dépendront avant tout de leur aptitude à se débarrasser de leurs dirigeants réactionnaires qui canalisent leur volonté de lutte vers des actions sporadiques et inefficaces... ou vers des solutions qui font le jeu du gouvernement et des paysans riches.

Pour en finir avec la crise qui touche avant tout l'ensemble des masses laborieuses de France, pour sauvegarder les droits des travailleurs, de la paysannerie laborieuse et des intellectuels, il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste et le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

Cela ne se fera pas par le moyen d'élections organisées par cette bourgeoisie, mais par l'action révolutionnaire des masses sous la direction d'un vrai Parti révolutionnaire guidé par la théorie et la tactique marxistes-léninistes.

- Contre l'Etat policier gaulliste;
- Contre la répression gouvernementale, patronale et administrative qui frappe les étudiants et lycéens, les travailleurs les plus combattifs, leurs organisations et leur presse.
- Contre toute forme d'Etat corporatiste et fasciste;
- Contre la participation des représentants des travailleurs aux organismes de collaboration de classes prévus par la loi référendaire;
- Contre l'exploitation capitaliste des ouvriers, paysans et intellectuels.

Sans hésiter, nous voterons tous NON le 27 avril 1969.

H. R.

La semaine prochaine :

SUITE des MESSAGES
au 9^e CONGRÈS du P.C.C.